



Déjeuner du Cercle des réseaux européens Avec Olivier Guersent – Décembre 2016

Le 9 décembre, les membres du Cercle ont rencontré Olivier Guersent, Directeur Général de la DG FISMA (Stabilité Financière, Services Financiers, Union des Marchés de Capitaux).

Le déjeuner a été l'occasion d'évoquer l'actualité politique et de présenter les grands enjeux de 2017. Olivier Guersent a également proposé un état des lieux des initiatives dans le secteur financier.

2016, une année à oublier

Il est très difficile de dégager des conclusions positives de l'année 2016, qui a vu se succéder le vote sur le Brexit et l'élection de Trump, sur fond crise migratoire, couplée à une crise économique latente, et une montée des partis eurosceptiques en Europe.

Pour Olivier Guersent, 2016 a surtout été l'année de remise en question de la mondialisation dans les pays industrialisés. Alors que globalement ses bienfaits (notamment économiques) semblent une évidence pour de nombreux pays occidentaux, il est de plus en plus flagrant que les exigences d'ajustement et la précarisation qui s'ensuit pèsent plus lourds sur certaines parties de la population et lamine les classes moyennes dans les pays riches conduisant à un rejet croissant de la globalisation et à des phénomènes identitaires de replis. Parallèlement, les pays les plus développés voient leur leadership remis en question par des pays en voie de développement rapide, tandis que les pays les moins développés demeurent les éternels perdants de ce système. Plus inquiétant il n'y a pas de réelle perspective d'amélioration pour eux.

De ce fait, 2016 restera dans les annales en grande partie pour ses bouleversements et retournements politiques, qui consacrent, selon Olivier Guersent, l'entrée dans l'ère « post-factuelle ». Le vote surprise du Brexit est fondé sur le populisme et la résilience du populisme. Le débat et le vote se sont portés, de manière paradoxale, sur les règles européennes sur lesquelles le Royaume-Uni a le plus d'influence. La campagne du *Remain* a échoué car elle s'est attachée à démontrer ou justifier des faits, alors que les partisans du Brexit, à la manière de Donald Trump ont fait appel à l'émotion, tout en remettant en cause, ou en inventant des faits. Face à ces adversaires les discours cohérents des partis/candidats traditionnels n'ont plus de prise. Pour Olivier Guersent il faut désormais développer des discours politique qui répondent efficacement aux inquiétudes.

Loin d'apparaître comme un rempart contre la mondialisation, la construction européenne est souvent perçue comme un accélérateur de mondialisation et donc comme un facteur anxigène. Cette anxiété vis-à-vis de l'Europe n'est pas prise en charge, ce qui est d'autant plus difficile avec 28 opinions nationales différentes. La crise de confiance dans l'UE devrait faire l'objet de réactions plus fortes, en particulier de la part des Etats membres. On a constaté clairement en 2016 que ces derniers mènent des politiques parfois contradictoires. Ainsi, certains Etats demandent une ouverture toujours plus grande des marchés européens, tout en cherchant à se défendre et à fermer leurs marchés nationaux. D'autres, parfois les mêmes, maintiennent une politique extérieure libérale alors qu'au niveau domestique, il existe une forte demande populiste pour davantage de protection, sans que ces incohérences ne dérangent les politiques et électors nationaux.

2017, l'année de tous les dangers

Pour Olivier Guersent 2017 est l'année de tous les dangers. La première raison est la tenue d'élections cruciales tant en Allemagne, en France qu'aux Pays-Bas. Pour l'Allemagne, le directeur général a insisté sur le fait que l'élection n'est pas gagnée d'avance. D'une part la chancelière a perdu en popularité, en partie du fait de la crise des migrants et de la responsabilité assumée d'Angela Merkel d'accueillir un grand nombre de réfugiés. De plus la chancelière n'offre pas de réel renouvellement concret de son offre politique, et sa capacité à résister à la montée de l'AfD peut donc être questionnée.

Pour la France Olivier Guersent s'est montré très clair : une victoire de Marine le Pen signifierait la fin de l'UE. La présence du Front National au second tour est une quasi-certitude, la question réside dans la capacité des offres d'alternance à l'emporter au second tour, et notamment la candidature de François Fillion. Ce dernier a gagné avec un discours très conservateur sur les valeurs et très libéral sur l'économie, parfaitement calibré pour la Primaire des républicains. Cependant s'il accède au second tour il devra proposer une offre adaptée pour battre Marine le Pen, et pour cela il faudra être capable de rallier des voix du centre et de gauche.

Pour Olivier Guersent il devra donc mener une campagne plus « Juppéiste ». Les élections au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ont souligné l'importance de prendre très au sérieux les tensions populistes. Les membres du cercle ont aussi souligné la volatilité des électorats, notamment en Allemagne, qui tend à brouiller les cartes.

La disparition de l'UE serait catastrophique et ouvrirait sur de longues décennies de misère économique et d'instabilité politique. On tend aujourd'hui à oublier à quel point l'Union est facteur de stabilité en Europe. Olivier Guersent a ainsi mis en garde contre le risque de « rejouer le 19^{ème} siècle, façon 21^{ème}... ». Les (mauvaises) surprises sont possibles, elles restent peu probables en 2017, mais – si rien ne change - beaucoup plus en 2022. Cette instabilité appelle à une réponse forte de l'Europe, qui se heurte à une difficulté à dégager l'intérêt général européen et à agir ensemble en ce sens. Il ne s'agit pas seulement, comme on l'entend souvent, d'une incapacité à communiquer de manière efficace dans les Etats membres. 2016 a aussi mis en relief l'incapacité de l'UE à gérer les crises, alors que la crise des migrants dit beaucoup du déficit de solidarité qui existe entre les Etats, même si les gestes de solidarité demeurent.

Interpelé sur ce point Olivier Guersent souligne que la responsabilité de la Commission reste néanmoins relative. Il a tenu à rappeler que ses capacités se limitent à proposer des solutions, ce qu'elle a fait dans le cadre de la crise des migrants. Le Directeur général a admis la tendance de l'UE à « faire compliqué », encore plus depuis la Commission Santer et la multiplication des contrôles et des analyses ex-ante, ex-post ... des procédures moins lourdes seraient les bienvenues. Cependant pour Olivier Guersent le problème fondamental « ne réside pas dans la complexité mais dans l'atterrissage ». L'un des principaux obstacles à l'Europe aujourd'hui tient dans l'interaction entre la bureaucratie européenne et la technocratie nationale. Enfin le Directeur général a également souligné le rôle des médias et le traitement national qui est accordé à l'Europe, estimant que davantage de communication dans les Etats membres doit être fait pour expliquer l'Europe, et mettre en avant ses réussites. Ces efforts seront d'autant plus cruciaux en 2017.

Enjeux des politiques des finances de l'UE

De manière globale Olivier Guersent a insisté sur l'importance d'agir de manière concrète pour répondre à la crise économique qui frappe l'Europe. Si la BCE a donné du temps à l'UE pour apporter des réponses, ce temps a finalement été peu utilisé. Les économies nationales bénéficient encore de taux d'intérêt historiquement bas, cependant cette situation pourrait changer rapidement, en particulier en raison des vellétés américaines à remonter les taux (en raison d'un début d'inflation). L'élection de Donald Trump entraîne encore plus d'incertitudes. En revanche l'UE s'est trouvé un partenaire relativement inattendu, la Chine, qui reste très attentive à la situation européenne, dont dépendent ses exportations. De plus la Chine tend de plus en plus à s'affirmer face aux Etats-Unis et à imposer sa montée en puissance économique dans le champ de la réglementation internationale.

L'Union Bancaire

Le premier enjeu pour la DG FISMA est la mise en œuvre de l'Union Bancaire. A l'heure actuelle les progrès sont arrêtés, ce qui pose un réel risque. Comme Olivier Guersent l'a rappelé, sans Union Bancaire, il sera très difficile de stabiliser la zone euro, avec deux risques majeurs : une rupture brutale du système, ou un délitement lent et

progressif. Une feuille de route a été présentée aux ministres des finances de l'UE lors du Conseil ECOFIN de la fin d'année.

L'une des principales questions est le traitement de la dette souveraine. En effet l'Allemagne demande à annuler, à terme, la mise à zéro de la pondération de risque pour la dette souveraine. Il s'agit évidemment d'une question sensible pour de très nombreux Etat qui bénéficient largement de ce traitement favorable. L'autre enjeu majeur pour l'Union Bancaire tient dans le traitement des créances douteuses. Olivier Guersent a ainsi rappelé que les banques grecques comptent encore près de 50% de créances non remboursés. Dans l'UE 8 pays ont un problème de créances douteuses, dont 4 en zone euro.

Pour la France, la volatilité de la dette souveraine reste insoutenable, entre les mains du marché, d'où la priorité politique de la réduire au plus vite.

L'Union des Marchés de Capitaux

Les travaux sur l'Union des Marchés de Capitaux avancent bien selon Olivier Guersent. L'Europe souffre toujours d'un déficit de financement par le capital (seulement 10% de l'investissement). 30% de l'investissement relève toujours d'obligations intermédiées par les banques.

Le Directeur Général a rappelé que les banques n'ont pas vocation à porter du risque. La priorité est de leur permettre de faire démarrer des projets, et de leur offrir des options de sortie une fois le projet suffisamment mûre. Les créances douteuses limitent la capacité de financement du système.

Olivier Guersent a insisté sur la nécessité d'investir plus, tout en rééquilibrant la situation entre les Etats membres. Selon lui il est nécessaire que l'Allemagne fasse des concessions sur la rigueur budgétaire, et que ses voisins refrenent leur inclination à la redistribution. Ainsi les niveaux de compétitivité entre les pays pourront se rééquilibrer, via un redressement de leurs balances des paiements respectives.
